

Lieberman : “Le statu quo de Nétanyahou a échoué, Israël doit trouver un accord de paix.”

par Barak Ravid *Haaretz*, le 24 décembre 2014

Article repris par [La Paix maintenant](#) avec traduction de Michel Goldberg

« Lors d’une rencontre devant un public restreint, le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a déclaré qu’Israël risque de faire face à un tsunami s’il ne prend pas d’initiative pour la recherche d’un accord diplomatique. » L’apparent virage colombe interpelle... alors que les élections s’annoncent, et que les sondages laissent envisager des résultats serrés et une coalition gouvernementale incertaine.

Extrême-droite ou centre-gauche ? Aller, en compagnie de Moshe Kahlon, au plus offrant – par exemple au poste de Premier ministre en alternance avec lui – n’aurait rien d’inconcevable pour un opportuniste de la trempe d’Avigdor Lieberman. Mais en ces jours de menace que représente pour le Likoud et ses alliés l’alliance morganatique de Lieberman et Kahlon, des affaires de corruption ont surgi. Ainsi le paysage électoral qui se dessinait le 24 décembre a-t-il déjà changé... et changera sans doute encore chaque semaine ou chaque jour d’ici la mi-mars.

Passé l’effet d’annonce, les programmes des uns et des autres méritent qu’on s’y arrête. Et puisqu’il est ici question de Lieberman, n’oublions pas que le projet de deux États ethno-centrés fait partie de ses fondamentaux idéologiques : se débarrasser à la faveur d’échanges de territoires d’un maximum de Palestiniens – même citoyens d’Israël – serait pour lui une victoire.

Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères d’Israël, a affirmé mardi dernier que la politique de *statu quo* adoptée par le Premier ministre Benyamin Nétanyahou dans l’approche du conflit avec les Palestiniens était un échec. Il a également dit qu’Israël devrait faire face à un « tsunami diplomatique » s’il s’abstenait de prendre une initiative.

Prenant la parole à l’université de Tel-Aviv lors d’une conférence d’accès limité à un public restreint, Lieberman a estimé que faute d’un accord israélo-palestinien le partenariat entre Israël et l’Union européenne serait gravement détérioré, ce qui ne manquerait pas de mettre l’économie israélienne en difficulté. « Voyez ce qui est arrivé à la Russie », a observé le président du parti Israel Beïtenou, faisant ainsi référence aux sanctions de l’UE imposées à Moscou à la suite de son agression contre l’Ukraine. Il a sévèrement attaqué la position de Nétanyahou, affirmant que sa politique de “sanctification” du statu quo avait échoué.

Lieberman a mis en avant l’importance des relations entre Israël et l’Europe ainsi que les dégâts économiques que causerait une rupture de ces relations. On s’attendait à entendre de tels propos dans la bouche d’Yitzhak Herzog, le président du Parti travailliste, ou de Tzipi Livni, la présidente du parti HaTnuah, plutôt que dans celle de ce dirigeant classé à droite.

S’il n’a pas mentionné explicitement le risque de sanctions qui viendraient de l’UE, l’allusion était claire lorsqu’il a établi une comparaison entre la situation d’Israël et celle de la Russie. « Nous devons obtenir un accord diplomatique – non pour les Palestiniens ou les Arabes, mais pour les Juifs eux-mêmes, a-t-il affirmé. C’est important pour nos relations avec l’Union européenne et avec les États-Unis. Il faut dire à toute personne qui pourrait l’ignorer que notre plus grand marché est l’UE, tant pour les importations que pour les exportations. Je suis heureux de ce que nous avons réalisé avec les Chinois, car notre commerce s’est développé avec eux ; cependant, notre plus grand marché reste l’UE. »

Et d’insister : toute personne qui penserait que l’on peut maintenir de bonnes relations économiques avec l’Europe en dépit d’une dégradation des relations diplomatiques se ment à elle-même. « Cela ne peut marcher, et nous devons le comprendre. Lorsque les relations se dégradent, tout le monde peut

voir ce qu'il advient de l'économie. Je peux citer ici un exemple que je connais bien, celui de la Russie » a poursuivi Lieberman, qui a immigré en Israël depuis l'ex-Union soviétique. « Plus un État est développé, plus il est sensible aux choix politiques, aux changements dans les relations économiques, aux traités et aux accords ». En conclusion, Israël doit poursuivre ses efforts en vue d'un accord de paix destiné à résoudre les questions pendantes avec les Palestiniens et avec les Arabes israéliens : « Il nous faut mettre fin à ces controverses et atteindre un accord avec ceux qui nous entourent », a-t-il dit.

Plus avant dans la conférence, au moment des questions et réponses, il a [de nouveau] attaqué la politique de Nétanyahou : « Actuellement, nous ne faisons rien, a-t-il dit, il n'y a pas d'initiative. Or, je suis partisan d'une initiative. Nous devons initier un processus. Celui qui ne prend pas d'initiative sera le perdant » ; Puis réaffirmé que la politique de maintien du *statu quo* avait échoué : « Je respecte Nétanyahou, mais l'approche que je propose est mieux adaptée à la situation actuelle ».

Répondant à la question de savoir si Israël se trouvait [d'ores et déjà] confronté à un tsunami, Lieberman a précisé que la situation était « loin d'être celle d'un tsunami », et qu'il espérait qu'il n'en serait jamais ainsi ; « mais si nous ne prenons pas d'initiative, nous subirons un tsunami. Notre initiative doit se concrétiser en un accord régional global ».

En réaction aux propos d'Avigdor Lieberman, des dirigeants en vue du Likud ont averti : « *Maintenant les choses sont claires. Lieberman a rejoint la gauche avec Tzipi [Livni], Bouji [Yitz'hak Herzog] et [Yaïr] Lapid. Les citoyens israéliens doivent savoir qu'un vote en faveur de Lieberman conduira à la formation d'un gouvernement de gauche, dirigé par Tzipi [Livni] et Bouji, et aussi à l'établissement d'un État terroriste palestinien, un second "Hamastan", près de Kfar Saba, Tel-Aviv et Jérusalem.* »